SENAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1862-1863.

Projets de Loi tendant à accorder diverses Naturalisations ordinaires.

(Voir le N^o 56 du Sénat, et le N^o 142 de la Chambre des Représentants.)

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

I.

Vu la demande du sieur **FRÉDÉRIC-ALEXANDRE SCHMITZ**, fabricant à Bruxelles, né à Elberfeld (Prusse), le 13 août 1814, tendante à obtenir la naturalisation ordinaire ;

Attendu que les formalités prescrites par les art. 7 et 8 de la loi du 27 septembre 1835 ont été observées ;

Attendu que le pétitionnaire a justifié des conditions d'âge et de résidence exigées par l'art. 5 de ladite loi ;

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

La naturalisation ordinaire est accordée audit sieur **FRÉDÉRIC-ALEXANDRE SCHMITZ**.

(Le pétitionnaire habite la Belgique depuis 1854, et y a épousé une Belge. Sa conduite, tant dans sa patrie qu'en ce pays, paraît irréprochable. Il a établi une fabrique de maroquinerie assez importante. Les autorités consultées appuient sa demande. Il s'engage à payer les droits d'enregistrement.)

La formule qui précède est applicable à chacune des demandes des sieurs :

II.

LOUIS ZULCH, chef de musique au 4^e régiment de ligne, né à Cassel (Hesse électorale), le 1^{er} juin 1815.

(Après avoir servi comme musicien militaire dans sa patrie, le pétitionnaire vint en Belgique en 1857 pour faire partie de la musique du 10^e régiment. Il contracta successivement et sans interruption divers engagements comme musicien militaire dans notre armée. Aujourd'hui il est chef de la musique du 4^e de ligne. Sa conduite est à l'abri de tout reproche. Ses chefs appuient sa demande. Il a droit à l'exemption des droits d'enregistrement, étant sous les drapeaux au 13 février 1844.)

III.

PIERRE-JEAN PECKX, garçon de magasin à Bruxelles, né à Weert (partie cédée du Limbourg), le 4 avril 1833.

(Le pétitionnaire, né dans le Limbourg cédé, habite Bruxelles depuis 1852. Il a négligé de faire, dans l'année de sa majorité, la déclaration prescrite par la loi du 4 juin 1839, pour conserver la qualité de Belge. Sa conduite, tant dans son pays natal qu'en Belgique, est irréprochable. Les autorités consultées appuient sa demande.)

(2)

IV

PIERRE-JOSEPH VAN DEN BOOGAERT, négociant à Exaerde (Flandre orientale), né à Weert (partie cédée du Limbourg), le 3 février 1817.

(Le pétitionnaire habite la Belgique depuis 1858 et Exaerde depuis 1849. Né dans le Limbourg cédé, il eût pu conserver la qualité de Belge en faisant la déclaration prescrite par la loi. Sa conduite, tant dans sa patrie qu'en Belgique, est à l'abri de tout reproche et les autorités consultées appuient unanimement sa demande.)

V

JEAN-BAPTISTE GROGNIER, professeur de déclamation au conservatoire royal de Bruxelles, né à Aurillac (France), le 14 janvier 1813.

(Le pétitionnaire, après avoir servi dans sa patrie dans la marine marchande et dans la marine militaire où il parvint au grade de sous-officier, embrassa la carrière dramatique. Arrivé en Belgique en 1846, il dirigea, pendant plusieurs années, les divers théâtres de Bruxelles. Il est maintenant professeur de déclamation au conservatoire royal de cette ville. Il produit de nombreux certificats constatant son honorabilité et son mérite. Les autorités consultées appuient sa demande.)

VI

HENRI-HUBERT JANSSEN, garde-magasin du service des fourrages militaires en régie, à Liège, né à Maasniel (partie cédée du Limbourg), le 11 juillet 1820.

(Le pétitionnaire, né dans le Limbourg cédé, habite la Belgique depuis 1846 et s'y est marié à une Belge. Sa conduite, tant dans son pays natal que dans celui-ci, paraît irréprochable. Les autorités consultées appuient unanimement sa demande.)

VII

JEAN-PIERRE PENRIS, marchand de bières à Saint-Josse-ten-Noode, lez-Bruxelles, né à Geleen (partie cédée du Limbourg), le 2^e novembre 1828.

(Le pétitionnaire, né dans le Limbourg cédé, habite la Belgique depuis 1850; ses trois enfants sont nés à Bruxelles. Sa conduite, tant dans son pays natal que dans celui qu'il habite aujourd'hui, paraît exempte de tout blâme. Les autorités consultées appuient unanimement sa demande.)

VIII.

LÉONARD TEEGELS, cultivateur à Ophoven (Limbourg), né à Vlodrop (partie cédée du Limbourg), le 7 novembre 1811.

(Le pétitionnaire, né dans le Limbourg cédé, habite la Belgique depuis 1852. Sa conduite, tant dans son pays natal qu'en Belgique, a toujours été parfaitement honorable. Les autorités sont unanimes en sa faveur. Il s'occupe d'agriculture et exploite une ferme importante qui lui procure une certaine aisance et lui a permis de faire diverses acquisitions immobilières en ce pays.)

IX.

THÉODORE VORMESSIN, télégraphiste adjoint au chemin de fer d'Anvers à Gand, à Saint-Nicolas, né à Paris, le 5 novembre 1840.

(Le pétitionnaire habite la Belgique avec ses parents depuis l'âge de deux ans. Après avoir fait ses études humanitaires à l'athénée de Bruxelles, il obtint un petit emploi au chemin de fer d'Anvers à Gand qui le met à même de venir en aide à sa famille. Il a satisfait à la milice en Belgique. Les autorités consultées appuient unanimement sa demande. Il s'engage à payer les droits d'enregistrement.)

X.

CÉSAR-LOUIS-DÉSIRÉ SCHENCK, mécanicien à Schaerbeek, lez-Bruxelles, né à Marseille (France), le 24 février 1840.

(Le pétitionnaire habite la Belgique depuis 1854, époque à laquelle son père est venu s'y établir. Il s'empressera de satisfaire à la milice aussitôt qu'il aura obtenu la naturalisation. Il travaille dans les ateliers de son père depuis son enfance. Sa conduite paraît irréprochable. Il s'engage à payer les droits d'enregistrement.)

(3)

XI.

JULES-MARIE-EUGÈNE GRANDJEAN, propriétaire à Cugnon (Luxembourg), né à Paris, le 2 octobre 1840.

(La mère du pétitionnaire est Belge, sa femme est également Belge. Il habite la Belgique depuis 1855. Il n'a satisfait aux lois sur le service militaire ni en France ni en Belgique. La loi de 1847 lui sera donc applicable s'il obtient la naturalisation. Il cultive ses propriétés et paraît jouir de quelque aisance. Sa conduite est bonne. Les autorités consultées appuient sa demande. Il s'engage à payer les droits d'enregistrement.)

XII.

JEAN-HENRI ENGEL, cabaretier et fermier de barrière à Bonnert (Luxembourg), né à Colpach (grand-duché de Luxembourg), le 23 juillet 1802.

(Le pétitionnaire, né dans le Limbourg cédé, habite la Belgique depuis 1835 et eût pu conserver la qualité de Belge en faisant la déclaration prescrite par la loi. Il est propriétaire de son habitation et vit modestement de son travail. Sa conduite est à l'abri de tout reproche. Son fils aîné sert comme volontaire dans les rangs de l'armée belge; ses autres enfants sont tous nés en Belgique.)

XIII.

MICHEL KIEFFER, fabricant de tabac à Étalle (Luxembourg), né à Eich (grand-duché de Luxembourg), le 13 novembre 1830.

(Le pétitionnaire, né dans le Luxembourg cédé, habite la Belgique depuis 1853. Il a épousé une Belge dont il a six enfants. Sa conduite, tant dans son pays natal qu'en Belgique, a toujours été irréprochable. Il vit honorablement de son industrie. Les autorités consultées appuient sa demande.)

XIV.

JEAN-GUSTAVE-ADOLPHE KLIEMANN, sergent-major au 3^e régiment de ligne, né à Bautzen (Saxe), le 12 juillet 1836.

(Le pétitionnaire habite la Belgique depuis 1838, donc depuis l'âge de deux ans, à l'époque où son père vint s'y fixer. Admis comme enfant de troupe en 1847, il n'a jamais quitté nos drapeaux. Il obtint la naturalisation en 1860, mais n'ayant pu acquitter les droits d'enregistrement, il ne put profiter de cette faveur. Aujourd'hui il s'engage à acquitter le montant du droit, et rien ne s'oppose plus à ce qu'il soit naturalisé. Les renseignements obtenus sur son compte sont des plus favorables.)

XV.

EMMANUEL-HYACINTHE-VICTOR-DAMIEN FARINAUX, ancien sous-instituteur à Malines, né à La Haye, le 21 avril 1833.

(Le pétitionnaire a été amené en Belgique par ses parents dès sa plus tendre enfance; il y a fait son éducation. Après avoir essayé de la carrière de l'enseignement, il désire aujourd'hui obtenir un emploi au chemin de fer. Les renseignements obtenus sur son compte sont satisfaisants sous tous les rapports. La naturalisation a été accordée en 1856 à son frère qui sert dans les rangs de notre armée et qui comme lui était né à La Haye. La mère du pétitionnaire appartient à une famille honorable de Malines; lui-même demeure chez une de ses tantes. Il fait partie de la garde civique de cette ville et s'engage à payer les droits d'enregistrement.)